

Déclaration complémentaire sur le traité anglo-russe

Christian Rakovsky

Source : « Russian Information and Review », vol. IV, n° 9, 30 août 1924, pp. 131-132. Traduction et notes MIA.

L'intérêt de la Grande-Bretagne pour le traité ¹

Trois facteurs importants doivent déterminer la politique de tout gouvernement britannique à l'égard de l'URSS.

Le premier facteur est l'importance immédiate de notre marché pour le rétablissement des exportations britanniques, actuellement réduites à 25 % du niveau d'avant-guerre. Bien sûr, il y a des conservateurs, dont Sir Robert Horne, qui déclarent que l'importance de l'URSS pour la Grande-Bretagne n'est pas grande et que le commerce russo-britannique d'avant-guerre n'était équivalent qu'à celui qui existait entre la Grande-Bretagne et la Nouvelle-Zélande. Cependant, même ces conservateurs se rendent compte, comme Sir Robert Horne l'a admis lors d'une conversation avec moi, que le développement des relations commerciales entre l'U.R.S.S. et la Grande-Bretagne a un vaste avenir devant lui. Or, le rôle de la politique est précisément de préparer le terrain pour l'avenir.

Le deuxième facteur est la demande britannique pour nos matières premières et, en premier lieu, pour notre blé. Le prix du blé s'est renchéri depuis la guerre. En particulier cette année, en raison de mauvaises récoltes générales, les prix du blé augmentent rapidement, et tout le monde en Grande-Bretagne, et surtout l'ouvrier britannique, comprend que seule la relance de l'agriculture en U.R.S.S. et l'augmentation de ses exportations de blé peuvent faire baisser le coût de la vie en Grande-Bretagne.

Le troisième facteur qui a exercé une influence favorable sur le cours des négociations anglo-soviétiques est la nécessité pour la Grande-Bretagne de vivre en bonne intelligence et en paix avec une puissance située si près des vastes possessions britanniques en Asie. Il est clair pour tout le monde en Grande-Bretagne qu'une politique agressive à l'égard de l'U.R.S.S. est moins avantageuse qu'une politique de réconciliation pacifique de leurs intérêts.

Sur la question du désarmement, qui apparaît comme une nécessité politique et financière pour la Grande-Bretagne, celle-ci trouve dans l'Union soviétique son plus important soutien.

L'opposition au traité

Il ne faut pas se laisser tromper par les apparences. Il faut faire la distinction entre ce qui n'est qu'une manœuvre et ce qui est l'intention réelle de la partie hostile. Une partie de l'opposition au traité est due simplement au fait qu'il a été conclu par un gouvernement travailliste.

¹ A la suite de la Conférence de Londres entre les représentants britanniques et la délégation soviétique (dirigée par Christian Rakovsky, alors Chargé d'Affaires à Londres) qui s'est tenue du 14 avril au 4 août 1924, un traité de commerce fut signé le 8 août mais ne fut jamais ratifiée à cause du scandale de la « Lettre de Zinoviev », un faux document qui précipita la chute du cabinet travailliste de MacDonald en octobre 1924.

Un deuxième motif de cette opposition est constitué par le désir de nous rendre plus conciliants lors de la conclusion du second traité. Ce dernier point est la clé de toute cette campagne hostile.

Importance internationale du traité

En ce qui concerne les conséquences de la conclusion du traité sur les relations de l'Union soviétique avec les autres puissances, je suis convaincu, en premier lieu, que la reconnaissance de jure de l'U.R.S.S. par la France est inéluctable. Il ne faut cependant pas se faire d'illusions sur la difficulté d'arriver à un accord avec la France sur les dettes et sur la propriété privée. Les négociations avec ce pays seront sans doute plus longues qu'avec la Grande-Bretagne.²

En ce qui concerne les États-Unis, ce pays est actuellement le pays capitaliste le plus conservateur du monde. Notre organisation sociale apparaît à l'Amérique comme un énorme obstacle à l'établissement intégral du pouvoir des capitalistes américains en Europe et en Asie. Cependant, des changements significatifs sont en train de se produire dans la vie interne des États-Unis.

L'Amérique est tirée de son isolement qui, jusqu'à présent, lui paraissait la meilleure garantie du conservatisme. Il n'est pas exclu qu'à l'issue des nouvelles élections présidentielles, l'Amérique soit amenée à reconnaître l'URSS.

L'ampleur du prêt

Les proportions exactes du prêt qui nous sera consenti seront déterminées après que le montant de nos obligations aura été fixé. Ainsi, l'essentiel des opérations financières se résume à ceci : nous devons être en mesure de faire face à nos obligations grâce aux revenus tirés de l'application rationnelle du prêt dans notre structure économique, et il va de soi que les montants du prêt doivent être tels qu'ils garantissent le rendement nécessaire.

Il y a toujours eu une certaine disparité de pourcentage entre les taux de change de Londres et de Moscou. A l'heure actuelle, cette différence est encore plus grande et elle doit être utilisée pour couvrir les paiements annuels que nous avons entrepris à l'égard des anciens créanciers britanniques et des propriétaires privés.

La garantie du gouvernement britannique nous permettra d'obtenir le prêt aux conditions les plus favorables, c'est-à-dire pratiquement aux mêmes conditions que celles dont bénéficie le gouvernement britannique lorsqu'il emprunte de l'argent. Il est naturel, bien sûr, que le gouvernement britannique exige de nous une contre-garantie, et cette question sera discutée lors de la conclusion du deuxième traité.

Notre demande se situe entre 40 et 60 millions de livres sterling. La souscription à l'emprunt se ferait comme pour tout autre emprunt. Chaque année, la Grande-Bretagne dispose d'une somme d'environ 100 millions de livres sterling qu'elle peut investir dans des emprunts étrangers ou coloniaux. Rien que l'année dernière, un certain nombre de prêts étrangers ont été émis en Grande-Bretagne, tels que le prêt tchéco-slovaque, le prêt japonais, le prêt autrichien et, tout récemment, le prêt hongrois. Ce dernier était garanti par la Société des Nations et a été entièrement souscrit en deux heures. Cet emprunt portait sur une somme de 10.000.000 de livres sterling et la rapidité de sa souscription montre qu'il existe en Grande-Bretagne des capitaux disponibles qui ne demandent qu'à être utilisés.

2 Nommé ambassadeur d'URSS en France le 1er novembre 1925, Rakovsky entama effectivement de longues négociations avec le gouvernement français sur la question des dettes tsaristes annulées par la révolution d'Octobre. Plus d'un an plus tard, les cercles dirigeants réactionnaires français firent capoter tout accord en lançant une violente campagne de presse contre Rakovsky, qui fut finalement rappelé en URSS en octobre 1927.

Crédits et commerce

Une partie de l'emprunt sera utilisée pour l'achat en Grande-Bretagne du matériel nécessaire au rééquipement de nos industries. Ainsi, la Grande-Bretagne recevra de son emprunt à la fois un profit financier et un profit industriel. En outre, le prêt stimulera le commerce russo-britannique et la signature du traité aura également pour conséquence de renforcer les crédits privés soviétiques en Grande-Bretagne.

Ainsi, indépendamment du prêt, l'U.R.S.S. sera en mesure d'obtenir d'importants crédits à court terme pour ses opérations commerciales courantes.